



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Liban

Question au Gouvernement n° 2827

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Gérard Bapt, pour le groupe socialiste.

M. Gérard Bapt. Monsieur le ministre des affaires étrangères, le président libanais Emile Lahoud est en visite d'Etat en France. Cette visite est bienvenue pour renforcer les liens d'amitié multiples qui existent entre la France et le Liban, pour développer les projets de coopération et préparer le sommet francophone de Beyrouth. Elle est aussi l'occasion pour la France de réaffirmer son attachement à l'indépendance, à la souveraineté et au caractère démocratique du Liban, au moment où l'approfondissement du dialogue national doit déboucher sur la réconciliation de tous les Libanais entre eux, à laquelle appelle notamment le patriarche maronite. Mais cette visite survient également dans un contexte de blocage du processus de paix, avec une escalade de la violence et notamment un retour de la tension sur la frontière israélo-libanaise, un an exactement après le retrait israélien du Sud-Liban.

Voilà pourquoi, monsieur le ministre, je souhaite savoir si les efforts français de l'Union européenne visant à débloquer la situation sur le front du Moyen-Orient peuvent aujourd'hui contribuer au retour à la paix sur les différentes frontières israélo-libanaise...

M. Maurice Leroy. Et la Syrie ?

M. Gérard Bapt. ... et israélo-syrienne, et si, dans le Sud, la réorganisation de la FINUL prendra en considération, en l'absence de déploiement total de l'armée libanaise sur la frontière,...

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Et la Syrie ?

M. Gérard Bapt. ... la situation des populations civiles plongées dans l'incertitude, la souffrance et parfois, trop souvent encore, contraintes à l'exode. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Je vous remercie pour votre concision, mon cher collègue, en souhaitant que M. le ministre s'en inspire.

La parole est à M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Monsieur le député, la visite du président Lahoud est en effet bienvenue. Le Premier ministre a pu le lui dire à l'instant en le recevant longuement pour évoquer la situation au Liban, un Etat qui essaie de se reconstruire et que la France accompagne dans ses efforts pour se sortir d'une situation économique et financière délicate.

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Et la Syrie ?

M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Bien évidemment, la situation tragique du Moyen-Orient a été l'occasion d'un échange de vues approfondi. La France a pu redire le soutien qu'elle apporte aux conclusions de la commission Mitchell, laquelle complète d'ailleurs l'initiative égypto-jordanienne, et surtout sa volonté d'interpeller, chaque fois que l'occasion nous en est offerte - nous l'avons fait la semaine dernière en recevant le président Arafat, nous le dirons à Ariel Sharon dans quelques jours - les différents acteurs de ce drame pour leur demander: êtes-vous prêt, sans prétexte, sans préalable, à faire les premiers gestes qui mettent fin à l'enchaînement de la violence ?

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance. Et la Syrie ?

M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Cette violence ne pourra s'apaiser que si se dégage une solution politique et c'est bien entendu à cela que nous travaillons également. Rappelons que c'est aussi le cas de l'Union européenne: M. Javier Solana s'est rendu sur place et reste en contact très étroit avec l'ensemble

des protagonistes.

S'agissant de la situation, plus particulière, à la frontière libano-israélienne, je veux rappeler l'appui que la France entend apporter à la proposition du secrétaire général sur les fermes de Chebaa et notre attachement au respect de la « ligne bleue » définie au moment du retrait des forces israéliennes.

Quant à la FINUL, elle n'a pas, dans notre esprit, vocation à remplacer durablement l'armée libanaise dont nous souhaitons qu'elle continue à se déployer complètement. Nous soutenons la position du secrétaire général qui tend à le réduire. Mais cela ne pourra évidemment se faire qu'en tenant compte de l'évolution de la situation sur le terrain. (Applaudissements sur divers bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Gérard Bapt](#)

Circonscription : Haute-Garonne (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2827

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : coopération

Ministère attributaire : coopération

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 30 mai 2001, page 3537

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 mai 2001